

Escroquerie sociale, Outil du Capital: Le Front NAZI-onal



Supplément à CHANTIERS, journal du Rassemblement des Cercles Communistes (RCC)

Avec l'accélération de la crise générale du capitalisme que le patronat fait supporter aux travailleurs et aux peuples, le discours et l'image du Front National changent, son programme se revendique plus social, plus anticapitaliste. Marine Le Pen, nouvelle présidente du parti, est plus présente dans les médias, invitée par toutes les chaînes de télé et de radio. Des soutiens, des sympathies s'affichent; L'avocat Gilbert Collart, l'ex-pdt de Reporter Sans Frontières Robert Ménard, le journaliste Eric Zémour... Visiblement, face à sa chute dans les sondages, les médias à la botte de Sarko nous suggèrent une alternative pour les futures échéances présidentielles, désormais « fréquentable », d'extrême droite « décomplexée », susceptible de prendre le pouvoir... Quel est le contenu réel du programme du FN? Quelle est sa véritable position sur l'Europe? Le FN a-t-il vraiment changé de nature avec Marine Le Pen à sa tête?



EMPLOI: Travailler plus pour gagner moins et sans protection sociale

► Pour le FN, il faut « libérer le travail » (programme 2010), non pas des banquiers prédateurs, du grand patronat mais... de l'Etat! Voilà un discours libéral tout à fait classique, caractéristique de tout programme patronal qui cherche à détruire les formes de protection étatique gagnées par les travailleurs lors du Front Populaire ou de la libération. Le « coût du travail » serait trop lourd pour les patrons, il faut donc diminuer le rôle redistributif de l'Etat qui « prend à la gorge les PME »...

► Pour lutter contre le chômage, il est donc évident que le FN ne préconise jamais la renationalisation des entreprises dont les patrons, pourtant arrosés de torrents d'argent public, délocalisent quand même; il détourne au contraire l'attention sur les travailleurs immigrés et même sur les travailleuses (qui devraient revenir au foyer dans le cadre d'un nouveau modèle « familialiste »).

► En toute logique, pour servir toujours mieux le patronat assoiffé de profit maximum, le FN veut poursuivre la politique de privatisation massive et de destruction du secteur public. Il n'est surtout pas question d'élargir les droits des travailleurs du public aux travailleurs du privé, mais au contraire « d'abolir les privilèges des travailleurs du public, en matière principalement de protection sociale ».

► Dans la même logique sarkozyste, le FN entend lutter contre l'abaissement du temps de travail qui a provoqué la « désorganisation des entreprises et les augmentations injustifiées de la masse salariale ».

RETRAITES: Partir à 65 ans minimum en engraisant les banquiers et sans garantie lors des prochaines crises financières

► Le FN revendique un passage à « 65 ans de l'âge de départ à la retraite » (programme 2010). « Pour sauver les retraites il est évident que l'allongement de la durée de cotisation est nécessaire » (discours de JM Le Pen aux régionales 2010). Il n'est donc pas question ici de faire payer les riches, comme l'exigeaient des millions de travailleurs lors du passage en force de la réforme sarkozyste, mais bien les travailleurs eux-mêmes!

► Il souhaite de plus un « développement des régimes de retraite complémentaire par capitalisation ». Non seulement le régime de retraites par répartition est ici condamné mais, comme Sarkozy, le FN prévoit d'offrir en pâture aux spéculateurs financiers un marché gigantesque de fonds de pension, dans un système totalement inégalitaire à deux vitesses et sans aucune garantie pour les retraités quand les prochaines crises financières surviendront.

► Les pensions seront calculées sur le critère de la durée de cotisation, c'est-à-dire sans tenir compte des périodes parfois longues de chômage dans la carrière des travailleurs, surtout avec les crises durables du système.

► Les négociations liées à la pénibilité du travail ne seront plus collectives pour l'ensemble du salariat, mais séparées par branches, c'est-à-dire réduites au plus petit dénominateur commun, sachant que les branches d'activités sont inégalement syndiquées et armées face au patronat (qui, lui, est uni!). C'est un recul considérable en matière de Droit du Travail qu'attend impatiemment le patronat français!

ABONNEZ VOUS!

 **CHANTIERS**

JOURNAL DU RASSEMBLEMENT  DES CERCLES COMMUNISTES

Trimestriel - Abonnement 10 euros pour 6 numéros
chèque à l'ordre de la Coordination Communiste
BP 51 - 59007 LILLE CEDEX

Rassemblementcommuniste.org

DROIT DU TRAVAIL: Tous les droits pour les patrons, aucun droit pour les travailleurs

- ▶ Le programme du FN affirme qu'il faut « libérer le travail des entreprises de l'étatisme » et « simplifier le code du travail ». Or si le Code du Travail est l'objet d'attaques en règle et de coupes sombres de la part des derniers gouvernements et notamment du gouvernement Sarkozy, il reste fondé sur le fait que le rapport patron - salarié est un rapport inégal de domination et non une simple « collaboration », et qu'il est nécessaire de l'encadrer pour protéger au moins en principe ce dernier des abus. Simplifier ce code revient à restreindre les droits fondamentaux que les travailleurs ont conquis par des générations de lutte acharnée.
- ▶ Ce que veulent les patrons, c'est détruire l'encadrement juridique des licenciements, les réglementations du temps de travail maximal, des rémunérations. Les derniers obstacles à cette « liberté » pour les patrons de faire ce qu'ils veulent des travailleurs qu'ils exploitent voleront en éclat avec la « simplification » de ce Code du Travail...
- ▶ Les négociations « par branches », par corporations, prendraient ainsi le pas sur le droit du travail qui actuellement s'applique à toutes et tous avec un Code du Travail unique. Elles s'adapteront aux besoins ponctuels et changeant des patrons contre un salariat divisé et incapable de lutter collectivement.

Le FN n'est-il plus fasciste?

- ▶ Le fascisme se caractérise par ses tentatives pour séduire les masses de travailleurs avec un discours « anticapitaliste » et nationaliste, en appelant à l'unité des travailleurs avec les patrons d'une même nation contre un « ennemi de l'étranger », des « boucs émissaires ». Ainsi le capitalisme peut s'octroyer un sursis malgré l'hostilité de plus en plus forte des travailleurs contre le système capitaliste en particulier en temps de crise, et réprimer toute forme de lutte sociale et politique du peuple contre les patrons. A ce titre, l'évolution « sociale » du discours du FN confirme son caractère capitaliste et fasciste en temps de crise.
- ▶ Un programme centré sur la « liberté du travail », un régime « familialiste » souhaitant que les femmes retournent au foyer, et un prétendu « antimondialisme » chauvin et raciste se démarque t-il vraiment finalement du crédo fasciste de Pétain « Travail, Famille, Patrie »?
- ▶ Selon Philippe Pétain (Principes de la Communauté) « l'esprit de revendication retarde le progrès que l'esprit de collaboration réalise », « tout citoyen [tout travailleur] qui cherche son bien propre [lutte contre son exploitation] hors de l'intérêt commun [Quel peut être l'intérêt commun d'un patron et d'un ouvrier?] va contre la raison et son intérêt même », « les citoyens doivent à la Patrie leur travail, leurs ressources et leur vie même. Aucune conviction politique, aucune préférence doctrinale ne les dispensent de ces obligations », « aucun groupement [syndicat] ne peut être toléré, qui oppose les citoyens [classes] les uns aux autres et tend à ruiner l'autorité de l'Etat [du patronat] »... Le discours de Marine Le Pen, menaçant les syndicats de travailleurs, flattant le patronat, subordonnant les intérêts des travailleurs à ceux d'un Etat capitaliste fort pour poursuivre la guerre économique contre les autres pays capitalistes, reste un discours classique d'extrême droite marqué par la régression et la répression sociale, la division du peuple (par corporations, par races ou par religions, etc.) et la consolidation de l'Etat patronal dirigé vers le profit maximum.
- ▶ La crise du système capitaliste précarise brutalement l'ensemble du salariat et fait du même coup apparaître aux yeux de tous les travailleurs que ce système est mauvais et qu'il faut en changer, non pas en subissant mais en agissant collectivement. Le fascisme est

DROIT SYNDICAL: le droit de se taire face aux intérêts supérieurs de la « France » des patrons

- ▶ Le FN affirme que les syndicats font partie de ces « maux qui asphyxient l'entreprise française ». « Le syndicalisme français (...) est une des causes du blocage de notre économie et un des obstacles majeurs aux réformes nécessaires de la société française (retraites, sécu, fonction publique, Code du Travail) ». Ainsi les grandes luttes de plusieurs générations de travailleurs pour améliorer leurs conditions de vie sont perçues comme des menaces pour la France. Il est évident que ce genre de discours est au service direct du patronat français.
- ▶ Le FN se positionne d'ailleurs pour une réduction du droit de grève, seule arme des travailleurs pour arracher des droits et se protéger de la barbarie capitaliste. Lors d'une grève de cheminots en Avril 2010, Marine Le Pen martèle: « cette prise d'otage permanente des citoyens (...) doit cesser immédiatement! Que fait le gouvernement contre ces atteintes à la liberté de circuler et de travailler? ». Au moment clé de la lutte contre la réforme des retraites fin 2010, lorsque les ouvriers bloquent les raffineries pour peser enfin face à l'arrogance du patronat français, Marine Le Pen dénonce: « le gouvernement aurait du intervenir dès les premiers blocages (...); ils consistent à empêcher les salariés qui le désirent de travailler et à susciter l'arrêt de l'économie du pays ». Marine Le Pen ignore t-elle que la grande majorité des travailleurs qui ne faisaient pas grève lors des blocages, loin d'approuver la réforme des retraites, soutenait les grévistes sans avoir eux-mêmes les moyens de débrayer. Les premières victimes des blocages, c'étaient bien les patrons évidemment!
- ▶ On trouve dans le FN un syndicat patronal, le FNEML, dirigé par Jean Michel Dubois et qui a eu des élus aux prud'hommes. Un parti contenant des patrons organisés peut-il être anticapitaliste? Un parti peut-il se proclamer « anticapitaliste » sans lutte de classe? Il est évident que le FN cherche à combattre le syndicalisme de lutte de classe et soumettre les travailleurs à l'intérêt égoïste des patrons...

avant tout un antidote de la bourgeoisie pour maintenir, approfondir même son système à travers une remise en question démagogique. Depuis la crise de 2008, la fille Le Pen fait croire que le FN est au service « des ouvriers, des travailleurs Français » tout comme les Nazis le faisaient croire aux « ouvriers et travailleurs Allemands » après la crise de 1929 : « *Nous sommes socialistes, nous sommes des ennemis mortels de l'actuel système économique capitaliste avec son exploitation des personnes économiquement faibles, avec l'injustice des salaires, avec son immoral classement des hommes suivant leur fortune et leur argent au lieu de leur responsabilité et de leur travail et nous sommes résolus à anéantir ce système quelles que soient les circonstances* » ou encore « *Si à gauche, 17 millions de prolétaires voient leur dernier salut dans la lutte de classes, c'est parce que la droite pendant 60 ans le leur a appris par la pratique; D'où tirons nous le droit moral de nous opposer à la pensée prolétarienne de la lutte des classes si l'Etat de classe bourgeois n'est pas d'abord détruit de fond en comble par une nouvelle composition socialiste de la communauté allemande* » (tiré du livre de Kurt Gossweiler, Hitler, l'irrésistible ascension?)

- ▶ Aujourd'hui, pendant que les communistes gardent fièrement leur noms et revendiquent clairement l'héritage des acquis issus des luttes de nos aînés, que nous défendons encore contre l'offensive patronale, les fascistes quant à eux cachent leur héritage et récusent sans cesse les termes qui les ont toujours désigné; extrême droite, fascisme, etc. Ce camouflage hypocrite, qui se fonde sur l'oubli, est celui d'un parti pro-patronal qui se fait passer pour une solution crédible à la crise créée par les patrons!

EUROPE : le double langage

La victoire du NON au référendum sur la Constitution Européenne en 2005 n'est pas l'œuvre du FN

► Des centaines de débats publics, des manifestations, des millions d'affiches, de tracts, de discussions dans les quartiers populaires, des mois durant, ont permis au peuple de se rassembler et d'imposer à la bourgeoisie un NON majoritaire à 55% malgré l'avalanche quotidienne de désinformation médiatique. Ce sont bien les militants de cette gauche là, politique et syndicale, qui ont retroussé leurs manches et mené une campagne unitaire contre la constitution européenne: le PCF, la CGT, une partie antilibérale du PS, le NPA, ATTAC, pour citer les plus connues. Une partie de ces forces militantes engagées dans le combat pour le NON à l'époque dans les Collectif Antilibéraux se retrouve aujourd'hui au sein du Front de Gauche. A travers cette victoire électorale historique du peuple, contrariant provisoirement les plans de la bourgeoisie, c'est bien un vote de classe qui s'est exprimé, celui des ouvriers et des employés, mais c'est aussi un vote essentiellement de gauche, antilibéral, auquel le FN, bien qu'ayant appelé à voter non, n'a pas contribué dans la rue, dans les quartiers et les entreprises.



QUAND LES PEUPLES GREC, ESPAGNOL, PORTUGAIS, ITALIEN SE SOULEVENT CONTRE LES PLANS D'AUSTERITE IMPOSES PAR BRUXELLES, C'EST AVEC DES DRAPEAUX ROUGES, PAS DES DRAPEAUX FASCISTES!

Il existe un « sortir de l'euro » de gauche!

► « Sortir de l'euro » peut avoir deux significations: soit, comme le souhaite le FN, appartenir à l'UE tout en revenant au Franc, à la manière du Royaume Uni, ce pays qui traverse la même crise financière que tous les autres pays capitalistes mais avec des livres à la place des euros... soit il s'agit de sortir carrément de l'Europe, comme le veulent bon nombre de partis communistes parmi les plus puissants d'Europe (les PC grec, portugais, hongrois, ...) ainsi que d'autres partis et organisations progressistes. De nombreux pays ont d'ailleurs démontré qu'un pays non intégré dans un bloc impérialiste peut tout à fait se développer économiquement (Chine, Inde, Brésil par exemple) et utiliser sa souveraineté pour redistribuer au peuple les richesses produites, notamment en renationalisant au moins une partie de l'économie nationale. Dans ce sens, le rapprochement économique de pays se libérant de l'impérialisme comme l'ALBA en Amérique Latine est une sorte de contre-modèle de coopération au prédateur impérialiste européen.

► En France, le débat sur cette question à gauche se développe. Des organisations politiques de gauche revendiquent clairement la sortie de la France de l'Union Européenne: C'est le cas du M'PEP issu d'ATTAC, d'organisations communistes issues du PCF (RCC, PRCF, URCF, ...), d'associations comme le Comité Valmy. Au sein du PCF, l'important réseau « faire vivre et renforcer le PCF » revendique également cette sortie de l'Euro.

Le FN est un parti pro-européen

► Dans son programme, le FN indique « il n'est pas envisagé de sortir brutalement de l'Union Européenne ». Loin de s'opposer à la BCE, il faudrait simplement la « réformer » à l'échelle de l'UE pour permettre le retour au Franc.

► L'un des indices de la nature pro-européenne du FN est qu'il s'oppose à l'entrée de la Turquie musulmane dans l'UE. Le FN n'est pas contre l'UE mais souhaite au contraire s'intégrer dans une UE définie sur une base raciste et religieuse. L'un de ses slogans historique n'est-il pas « les français et les européens d'abord! »?

► La « sortie de l'euro » prônée par le FN ne vise pas à sortir de la guerre économique mondiale actuellement en cours mais au contraire à écraser les pays concurrents dans la même logique de domination que l'UE à plusieurs ... Le FN ne veut pas plus de souveraineté nationale pour pouvoir renationaliser les secteurs pillés par l'impérialisme comme cela se fait au Vénézuéla ou en Bolivie aujourd'hui, mais au contraire pour construire une « Europe des patries appliquant la préférence communautaire », nouveau Reich impérialiste et dominateur dont la France serait le centre!

► Le FN déplore que la politique de l'UE « loin de renforcer la puissance militaire des pays européens, place leurs armées dans l'OTAN sous le commandement américain ». On imagine pour quelles raisons cette « Europe des patries assurant, dans le monde, le rayonnement des nations européennes » devrait avoir une « puissance militaire » renforcée demain...



UN PEU D'HISTOIRE



A partir du krach boursier mondial de 1929, l'Allemagne comme les autres pays capitalistes industrialisés sombre dans une crise profonde qui génère chômage et précarité massive. Pour des millions de travailleurs, le capitalisme ne peut plus dissimuler son vrai visage... Face à la conscience de classe et la politisation des masses, la bourgeoisie doit inventer une idéologie de substitution lui permettant d'éviter une révolution du système; le fascisme. En 1927 l'Internationale Communiste définissait le régime fasciste comme la « dictature terroriste ouverte des éléments les réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier ».

Dans les années trente alors que la crise du capitalisme s'approfondit, les ligues fascistes cherchent à gagner la confiance des masses en adaptant leur idéologie: « *Les masses populaires se jettent aux extrêmes; elles se radicalisent. Si les gains du parti communiste sont moindre que ceux des nazis, il faut en chercher la raison dans l'histoire de la république de Weimar. Tous les partis de la social-démocratie [PS] à l'extrême droite ont pratiqué l'anticommunisme le plus violent, le plus systématique. Les nazis jouent à la fois de l'antimarxisme, de l'antisémitisme [aujourd'hui de l'islamophobie] et de l'anticapitalisme.* » (La fin de la République Allemande - Gilbert Badia)



Caricature de John Heartfield (1938): Goebbels, ministre nazi de la propagande déguise Adolf Hitler avec la barbe de Karl Marx... A mesure que l'idéologie nazie s'infiltrait dans l'électorat allemand, elle s'adapte en affichant un prétexte « anticapitalisme », une politique plus « sociale » (d'où le nom de « national socialisme »).

Affiche du parti nazi avant la prise de pouvoir (1931): On peut y lire « 500000 chômeurs, 400000 juifs; la solution est très simple! »



1938 - Le Juif Eternel (*Der Ewige Jude*), Fritz Hippler. Documentaire de propagande antisémite nazie: Des rabbins égorgent un bœuf « a vif et sans étourdissement », argument démontrant aux yeux des nazis que les juifs sont par nature « barbares ».



2010 / 2011 - Campagne d'affichage nationale de propagande islamophobe contre l'abattage halal jugé « barbare » par la Fondation Brigitte Bardot (actrice proche de Front National)

Comme tous les partis fascistes qui progressent dans les élections en Europe, le FN table sur un bouc émissaire idéal: le musulman. Comme l'antisémitisme hier, l'islamophobie moderne prétend qu'un complot islamiste cherche à s'emparer de l'Europe (théorie de « l'Eurabia ») et désigne un ennemi à la fois extérieur (l'Iran, l'Afghanistan, ...) et un ennemi intérieur (les « jeunes maghrébins de banlieus ») pour diviser le peuple et désorienter les luttes de classe.

RACISME ANTI MUSULMAN

« Mort au fascisme! » (affiche soviétique 1945)



► En France comme ailleurs, les partis communistes et les progressistes ont toujours combattu le fascisme et conquis de nombreux droits pour les travailleurs: Le Front Populaire antifasciste en 1936 (congés payés, temps de travail, droits syndicaux, etc.) et le Conseil National de la Résistance (CNR) antinazi à la libération (Nationalisations massives, création de la sécu, des Comités d'Entreprise, droit du travail et droits syndicaux...)

► Aujourd'hui encore, face à la crise d'un capitalisme UMPs-FN qui n'a plus rien à offrir, c'est d'un Front Populaire de Gauche dont nous avons besoin, dans l'unité des travailleurs français et immigrés, hommes et femmes, jeunes et vieux, pour faire payer les riches et faire reculer la fascisation rampante!